

COMMUNIQUÉ de PRESSE

19 MARS : URGENCE SOCIALE, L'HEURE EST À LA MOBILISATION

Depuis des semaines, les salarié-e-s du privé et du public, les privé-e-s d'emploi et les retraité-e-s expriment leur colère, face à des conditions de vie et d'emploi qui se dégradent. Si chaque semaine les rues sont occupées, de nombreuses mobilisations dans les entreprises ou les administrations se succèdent.

Ainsi, l'actualité récente est marquée par les mouvements des agents des finances publiques, des douanes ou de la pénitencier, des salarié-e-s de pôle emploi et des demandeurs d'emploi... À titre d'exemples, le 8 mars, plus de 150 initiatives ont été organisées pour les droits des femmes et particulièrement l'égalité salariale et le 9 mars, les assistances maternelles ont manifesté avec le soutien de la CGT dans de nombreux départements.

Par ailleurs, de nombreux salarié-e-s sont en lutte dans leurs entreprises. La liste est longue : Géodis Calberson à Gennevilliers, Fonderie du Poitou, Ford Blanquefort, les postiers de plaisance du Touch, les Peugeot de Hérimoncourt, Solvarea à Croissy Beaubourg, la centrale thermique de Provence de Gardanne, les salarié-e-s d'Avermes de Manitowoc pour l'augmentation des salaires, ceux de l'usine Saint-Louis Sucre à Marseille pour défendre l'emploi et bien d'autres encore dans services publics et les entreprises...

Le 15 mars, la CGT soutient l'appel de la jeunesse à une mobilisation mondiale pour le climat et appelle le 16 mars, aux côtés de plusieurs organisations, à manifester pour « un printemps climatique et social ».

La CGT invite les salarié-e-s, les retraité-e-s, les privé-e-s d'emploi et les jeunes à participer massivement aux mobilisations organisées dans toute la France.

La CGT, dans le cadre des Mardis de l'urgence sociale, a multiplié des initiatives dans tous les secteurs professionnels et dans plusieurs localités. Ainsi en est-il du rassemblement à Moutiers pour la défense des services publics et de santé, celui de l'Allier devant le Medef, de débats citoyens dans le Cantal, des distributions des cahiers d'expression revendicatives à Dijon devant les pôle emploi, de parrainages sur la zone industrielle de La Rochelle ou encore dans la Vienne, de déploiements ciblés vers les entreprises chaque mardi à l'Union locale CGT de Rive de Gier dans la Loire, de la distribution de tracts contre la privatisation de l'aéroport de Toulouse Blagnac, de la diffusion de 30 000 flyers sur les principales revendications de la CGT en Isère, de la tenue de barnums revendicatifs et d'un débat sur la reconquête de la sécurité sociale dans la Manche, de la mise à disposition de questionnaires « de quels bureaux de poste avons-nous besoin dans la Nièvre », etc.

De l'Aveyron à Lille en passant par Limoges, Draguignan ou Ploufragan dans les Côtes d'Armor la tenue de débats publics « le débat on va se le faire » ont réuni des milliers de nos concitoyens. Ces cahiers d'expressions revendicatives populaires mis à disposition de chacune et chacun par la CGT ont été fortement appréciés des travailleuse-eur-s.

Les attentes et les demandes exprimées confortent les propositions que porte la CGT.

Arrivent en tête :

- la hausse des salaires, des retraites, des minimas sociaux et particulièrement l'augmentation du Smic à 1800 euros brut et la revalorisation de toute l'échelle des salaires ;
- des pensions de retraite au minimum à 1200 euros nets ;
- une défiance face au projet de réforme des retraites par points gouvernemental ;
- l'exigence d'une justice fiscale avec particulièrement la suppression de la TVA sur les produits de première nécessité et la remise en vigueur de l'ISF ;
- l'attachement de toutes et tous aux services publics de proximité qu'il s'agisse de la santé, de l'école, des transports ferroviaires et plus largement collectifs, des postes ou

des administrations pour répondre aux besoins des usagers et le refus des fermetures de ces services publics ;

- la nécessité d'une politique volontariste de l'État pour le développement de l'emploi et de nouveaux pouvoirs des salariés pour lutter contre les fermetures en cascade d'entreprises notamment industrielles ;
- faire respecter un véritable droit au logement avec en priorité le rétablissement des APL.

Toutes ces expressions vont à l'inverse des premières déclarations gouvernementales autour du « grand débat » national qui n'est qu'une opération de communication et d'enfumage, exonérant le patronat de toute responsabilité et contribution économiques et sociales.

Ensemble, le mardi 19 mars, faisons converger les aspirations, les exigences et les luttes par la grève et les manifestations.

Montreuil, le 13 mars 2019